



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-41-A encadrant les modifications dans la poudrerie exploitée par la société NobelSport, située à Pont-de-Buis-lès-Quimerch

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;

VU l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDAF) ;

VU l'arrêté du 31 mai 2021 relatif fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement (Déchets) ;

VU l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;

VU l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Aulne approuvé par arrêté du 1er décembre 2014 ;

VU l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques n° 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

VU l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)";

VU l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 1er août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n°s 4440, 4441 ou 4442

VU les arrêtés préfectoraux en date des 25 juillet 2003, 5 février 2007, 24 novembre 2009, 25 janvier 2010, 30 décembre 2010, 20 septembre 2012, 13 avril 2021, 27 avril 2021 antérieurement délivrés à NOBELSPORT pour l'établissement de fabrication de poudres qu'il exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU le bail emphytéotique consenti le 31 mars 2000 pour une durée de 20 ans et prorogé jusqu'au 31 mars 2040, entre la société SNPE, en sa qualité de bailleur, et la société NOBELSPORT, en sa qualité de preneur ;

VU la demande du 9 février 2022, présentée par la société NOBELSPORT dont le siège social est situé 57 rue Pierre Charron à Paris (75008), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'augmenter sa production de poudres tout en modifiant son installation située au 20 route de Beuzit à Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h (29590) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 16 mai 2022 concluant en la non recevabilité de la demande susvisée jugée incomplète ;

VU le courrier préfectoral du 17 mai 2022 demandant au pétitionnaire de compléter son dossier ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 16 juin et du 13 septembre 2022 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 19 août 2022 ;

VU la réponse de l'exploitant à l'Autorité environnementale en date du 25 août 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 22 juillet 2022 concluant en la recevabilité de la demande susvisée jugée complète et régulière ;

VU la décision n°E22000106/35 en date du 02 août 2022 du président du tribunal administratif de Rennes portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 août 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours consécutifs, du vendredi 26 août 2022 au lundi 26 septembre 2022 inclus, sur le territoire des communes de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h, Saint-Segal, Port-Launay et Lopérec ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date des 9 août et 27 août 2022 de cet avis dans les éditions du Finistère des journaux Le Télégramme de Brest et de Ouest-France ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h ;

VU l'avis émis par le Parc Naturel Régional d'Armorique ;

VU la non délibération des conseils municipaux des communes de Saint-Segal, Port-Launay et Lopérec sur le dossier ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 16 novembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable en date du 24 novembre 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 24 novembre 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU le courriel de l'exploitant de la société NOBELSPORT, en date du 24 novembre 2022 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire constitue des modifications substantielles des installations autorisées au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet relève donc de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence du centre-ville de Pont-De-Buis-Lès-Quimerç'h aux abords du site et de la rivière Douffine qui le traverse ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État ;

CONSIDÉRANT les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

CONSIDÉRANT que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral du 30 décembre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le périmètre de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) n'est pas modifié ;

CONSIDÉRANT que la modification de l'installation engendre une augmentation de la capacité de production de l'installation ;

CONSIDÉRANT que le suivi du temps de fonctionnement de chaque atelier de production (Bivis) doit être maintenu pour assurer le contrôle de la quantité annuelle de poudre produite ;

CONSIDÉRANT que l'implantation des nouvelles installations implique l'imperméabilisation d'une surface totale de 9 780 m<sup>2</sup> ;

CONSIDÉRANT que les travaux de fondation nécessitent d'excaver des terres ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a fait analyser des échantillons des terres à excaver et que les résultats des mesures démontrent la présence de substances potentiellement polluantes ;

CONSIDÉRANT donc que la présence de substances potentiellement polluantes nécessite la réalisation d'un plan de gestion des terres excavées et sa mise en œuvre;

CONSIDÉRANT que la nécessité de dresser un bilan de la réalisation du plan de gestion des terres excavées et d'assurer la traçabilité de ces terres ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation est à l'origine d'émissions canalisées et diffuses de composés organiques volatils (COV) dans les rejets atmosphériques;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de production de poudre n'a pas vocation à accroître les émissions de COV ;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques canalisés sont encadrés et surveillés pour les bivis 1, 2 et 3 selon les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2021 susvisé;

CONSIDÉRANT que les rejets atmosphériques diffus de toute l'installation sont également encadrés et surveillés selon les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2021 susvisé;

CONSIDÉRANT les résultats des mesures des émissions atmosphériques transmises par l'exploitant le 24 octobre 2022;

CONSIDÉRANT que ces résultats montrent que l'efficacité du système d'abattage des COV des installations est liée à la température de l'eau utilisée dans les colonnes d'abattage et de l'air ambiant ;

CONSIDÉRANT qu'au delà d'une certaine température de l'eau et de l'air ambiant le système d'abattage des COV est moins efficace;

CONSIDÉRANT dès lors la nécessité de piloter le système d'abattage des COV en fonction de la température de l'eau et de l'air ambiant ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production de l'installation nécessite des prélèvements d'eau dans la rivière Douffine qui traverse l'installation;

CONSIDÉRANT que ces prélèvements d'eau sont encadrés par les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 susvisé;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la production de poudres et les modifications de l'installation n'engendrent pas d'augmentation de ces prélèvements d'eau;

CONSIDÉRANT que l'installation dispose d'un ouvrage hydraulique (barrage et plan d'eau) sur la rivière Douffine où se trouve le point de prélèvement d'eau ;

CONSIDÉRANT que cet ouvrage hydraulique doit comporter des dispositifs maintenant dans le lit de la Douffine un débit minimal qui ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur;

CONSIDÉRANT les périodes sèches et les périodes de sécheresse susceptibles de faire l'objet de restrictions d'usages par arrêté préfectoral;

CONSIDÉRANT que pour préserver la ressource en eau, particulièrement pendant ces périodes, il convient de surveiller chaque jour les prélèvements en eau et les débits de la rivière ;

CONSIDÉRANT que sur ces périodes les prélèvements en eau doivent être réduits voire arrêtés si besoin ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales des toitures des bâtiments 091, 092, 093, 094 et 099 sont collectées en vue d'être réutilisées dans l'installation ;

CONSIDÉRANT que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues du ruissellement des surfaces imperméabilisées du projet des bâtiments 091, 092, 093, 094, 095, 099 et l'aire de stockage des bennes de déchets non dangereux (bât.090) doivent être collectées et traitées avant rejet dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'activité de production est à l'origine de rejets d'eaux industrielles après traitement dans la Douffine ;

CONSIDÉRANT que ces rejets sont encadrés par les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 complété par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2021 tant sur le plan quantitatif que qualitatif;

CONSIDÉRANT que les eaux industrielles contiennent des substances susceptibles de porter atteinte au milieu naturel;

CONSIDÉRANT que ces eaux industrielles font l'objet de traitements dans l'installation de manière à respecter les valeurs limites figurant à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 complété par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2021 susvisés avant leur rejet dans le milieu naturel;

CONSIDÉRANT que le procédé de fabrication des poudres est modifié de telle manière que l'utilisation du sulfate de sodium remplace l'utilisation du nitrate de potassium;

CONSIDÉRANT que le sulfate de sodium présente des caractéristiques pouvant avoir une incidence sur la salinité de l'eau de la rivière sur le tronçon allant du point de rejet au point de la limite administrative de salure de l'eau de la rivière;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier et compléter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'effectuer une surveillance particulière de l'impact du rejet de sulfate de sodium dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que les installations et les modes d'exploitation doivent être conformes aux dispositions décrites dans les versions actualisées des études de danger tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel;

CONSIDÉRANT que les phénomènes dangereux générés par les modifications des installations n'engendrent pas de zones d'effets qui sortent hors des limites du périmètre de l'établissement;

CONSIDÉRANT que la gestion de la nitrocellulose humide sur le site est encadrée par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2010 susvisé;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de compléter ces prescriptions pour prendre en compte le bâtiment de stockage de nitrocellulose humide (bât.099) et l'atelier d'émiettage (bât.094);

CONSIDÉRANT que la nouvelle installation de stockage intermédiaire de solvants est constituée de cuves enterrées et donc soumise aux dispositions des arrêtés ministériels du 18 avril 2008 et 1er juin 2015 susvisés ;

CONSIDÉRANT que les eaux susceptibles d'être polluées doivent être collectées et confinées afin de limiter les risques de pollution pouvant survenir après un sinistre ;

CONSIDÉRANT que le remplacement du bâtiment actuel de stockage de la poudre noire par deux bâtiments distincts ;

CONSIDÉRANT que la quantité totale de poudre noire est inchangée et que la localisation des bâtiments de stockage n'est pas modifiée ;

CONSIDÉRANT l'implantation d'un bâtiment de préparation des commandes à proximité des deux bâtiments de stockage ;

CONSIDÉRANT que pendant la durée des travaux, le stockage de la poudre noire sera externalisé;

CONSIDÉRANT que les dispositions constructives des nouveaux bâtiments de stockage associées à des nouvelles conditions d'entreposage de la poudre noire conduisent le pétitionnaire à réviser à la baisse le coefficient TNT appliqué à la poudre noire stockée dans son installation;

CONSIDÉRANT que sur la base de cette nouvelle hypothèse, la modélisation des zones d'effets des phénomènes dangereux du stockage de poudre noire et de son bâtiment annexe démontre une réduction des zones d'effets désormais contenues dans le périmètre de l'installation;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'évaluer l'acceptabilité de l'utilisation du nouveau coefficient pris en compte pour évaluer les zones d'effet induites par l'explosion de la poudre noire stockée dans l'installation;

CONSIDÉRANT que l'installation est assujettie aux dispositions de sûreté en vigueur;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

## ARRÊTE

### **1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société NOBELSPORT, SIRET n°428 770 820 00 010, dont le siège social est situé à Paris (75008), 57 rue Pierre Charron, est autorisée (sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui modifient et complètent celles des actes antérieurs en date des 25 juillet 2003, 5 février 2007, 24 novembre 2009, 25 janvier 2010, 30 décembre 2010, 20 septembre 2012, 13 avril 2021 et 27 avril 2021 susvisés) à modifier les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h (29590), au 20 route de Beuzit (coordonnées Lambert 93 X=174424 et Y=6819741).

##### **1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h, parcelles suivantes :

Commune	Section de Parcelle	Numéro de parcelle
Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h	AB	2, 3, 4, 5, 7, 11, 12, 18, 20, 22, 30
	AC	1, 134, 170, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 207, 209, 213
	AD	34
	AE	26, 137, 138, 141
	AL	3, 4, 5, 6
	BD	118, 119, 140, 142, 144
	BE	159
	BH	137, 147
	ZX	8, 12, 34, 70, 73, 75, 76, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 118

La surface de l'emprise des nouvelles installations sur le site existant correspond à 9 780 m<sup>2</sup>.  
La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation reste inférieure à 97 ha.

### 1.1.3 Installations visées par la nomenclature soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des régimes administratifs présentés dans le tableau ci-après :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité maximale autorisée	Régime de classement*
4210-1-a	<p>Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique.</p> <p>1. Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur, à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique et à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci et des opérations effectuées en vue d'un spectacle pyrotechnique encadrées par les dispositions du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 kg.</p> <p>La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 t.</p>	Voir annexe	<p>A</p> <p>Seuil Haut au titre de l'article R.510-10</p>
4220-1	<p>Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg.</p> <p>La quantité de produits classés en division de risque 1.3 et 1.6 étant supérieure à 30 tonnes de matière active.</p>	Voir annexe	<p>A</p> <p>Seuil Haut au titre de l'article R.510-10</p>
1450-1	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.</p>	718 t	A



Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité maximale autorisée	Régime de classement*
2793-3-b	<p>Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte).</p> <p>3. Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs (mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés aux 1 et 2). b) Dans les autres cas</p>	<p>Quantité maximale de déchets pyrotechniques entreposés dans l'installation : 216 t (en eq.matière sèche)</p> <p>Quantité annuelle de déchets pyrotechniques générés par l'installation en fonctionnement normal : 100 t/an (en eq.matière sèche)</p>	A
4749	<p>Perchlorate d'ammonium (numéro CAS 7790-98-9)</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 kg.</p>	Voir annexe	A
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t.</p>	Voir annexe	E
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</p>	<p>Puissance totale = 10,38 MW</p> <p>Installations de combustion  <math>P_T \leq 10\,380\text{ kW}</math>, dont :</p> <p>Chaufferie avec 2 chaudières mixtes fuel/gaz naturel  <math>\leq 2 \times 4\,224\text{ kW}</math></p> <p>Chaudière fioul : 232 kW</p> <p>Groupe électrogène au FOD <math>\leq 1 \times 1\,700\text{ kW}</math>.</p>	DC
4330-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.</p>	Voir annexe	DC

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Quantité maximale autorisée	Régime de classement*
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.</p>	Voir annexe	DC
2661-1-c	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.</p>	Quantité traitée max ≤ 3 t/j	D
2925-2	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d')</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération<sup>(1)</sup> étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n°2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.</p> <p><sup>(1)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>11 ateliers</p> <p>110 kW</p>	D
4130-1-b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>1. Substances et mélanges solides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.</p>	Voir annexe	D
4440-2	<p>Solides comburants catégories 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.</p>	Voir annexe	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe « informations sensibles – non communicables » du présent arrêté.

### **1.2.1 Réglementation Seveso**

L'établissement relève du statut « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 susvisé.

L'établissement est classé « seuil haut » par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n° 4210 et 4220.

### 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents documents du dossier complété joint à la demande d'autorisation du 9 février 2022 susvisée.

### 1.4 Cessation d'activité

#### **1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant les conditions prévues par le bail emphytéotique susvisé.

### 1.5 Garanties financières

#### **1.5.1 Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques de la nomenclature ICPE suivantes: 4210, 4220 - Seveso Seuil Haut et 2793.

Le montant des garanties financières défini à l'article 19.1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 susvisé est remplacé par le montant suivant : 787 896 € TTC.

Dans le mois qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières conformément aux dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

### 1.6 Implantation

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du site de la société NOBELSPORT sur la commune de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h, approuvé par arrêté préfectoral du 30 décembre 2010 susvisé, est en vigueur et vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 515-23 du code de l'environnement.

### 1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **2.1 Conception des installations**

Conduits et installations raccordées :

N° de conduit	Installations raccordées	caractéristiques	Hauteur colonne en m	Hauteur cheminée en m	Diamètre colonne en mm	Diamètre cheminée en mm
Conduit Bivis 1	<u>Atelier Bivis 1</u>	canalise les effluents gazeux chargés en solvants	11	1	500	100
Conduit Bivis 2	<u>Atelier Bivis 2</u>	canalise les effluents gazeux chargés en solvants	12	2	500	200
Conduit Bivis 3	<u>Atelier Bivis 3</u>	canalise les effluents gazeux chargés en solvants	18,5	4	900	400

### **2.2 Limitation des rejets**

#### **2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

##### **2.2.1.1 Émissions canalisées - VLE**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les conditions de référence sont les suivantes :

pression : 101,3 kPa

température : 273°K

teneur en O<sub>2</sub> : -

humidité des gaz résiduels : gaz secs

Conduit	Paramètre	Concentration mg.C/Nm <sup>3</sup>	Flux kg.C/h
Conduit Bivis 1	Composés organiques volatils totaux - COV	110	1
Conduit Bivis 2	Composés organiques volatils totaux - COV	110	1
Conduit Bivis 3	Composés organiques volatils totaux - COV	110	1,5
<b>TOTAL</b>	<b>Composés organiques volatils totaux - COV</b>		<b>3,5</b>

##### **2.2.1.2 Traitement des émissions canalisées**

Les COV issus de chaque Bivis sont traités par colonne d'abattage refroidie à l'eau. La température ambiante au voisinage des colonnes et la température et le débit de l'eau de refroidissement sont mesurés en continu. Le système de traitement est équipé d'un dispositif système d'alerte en cas de dépassement des seuils de température ou de débit à partir desquels l'efficacité du système d'abattage est remis en cause.

Les VLE en flux mentionnées dans le tableau de l'article 2.2.1.1 ci-avant sont considérées respectées si :

- sur la période de 0 à 2 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 60% des mesures mensuelles réalisées sur une année calendaire glissante sont inférieures aux VLE en flux mentionnées et 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 2 kg.C/h.

- sur la période de 2 à 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 80% des mesures mensuelles réalisées sur une année calendaire glissante sont inférieures aux VLE en flux mentionnées et 100 % des mesures mensuelles réalisées sont inférieures à 1,5 kg.C/h.
- À partir de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, 100 % des mesures mensuelles sont inférieures aux VLE en flux mentionnées.

#### 2.2.1.3 Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de COVNM ne dépasse pas 239,4 tonnes eq.S par an.

### 2.2.2 Composés Organiques Volatils

L'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants. Il comptabilise les heures de fonctionnement annuel de chaque Bivis et calcule les quantités totales annuelles des émissions en kg.C. par chacune d'entre elle.

L'établissement fait l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV. Ce schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses telles que définies dans le présent arrêté.

L'émission annuelle cible (émissions diffuses et émissions canalisées) ne dépasse pas :  
305 t.eq.S, soit 98 kg eq.S par tonne de poudre produite.

## 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets atmosphériques des 3 Bivis dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	mensuelle
Température des rejets	mensuelle
COV totaux (concentration et flux)	mensuelle

### 2.3.2 Bilan des émissions

L'exploitant établit le bilan des émissions suivant :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle

## 2.4 Déchets pyrotechniques

### 2.4.1 Traitement des déchets pyrotechniques

L'exploitant met en œuvre des mesures de réduction à la source des quantités de déchets pyrotechniques générés par l'installation. La quantité annuelle maximale de déchets pyrotechniques générés et éliminés sur le site est fixée à 100 t/an.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un an maximum à compter de la signature du présent arrêté, un dossier descriptif du procédé et du dispositif d'élimination des déchets pyrotechniques qu'il met en œuvre pour prévenir les émissions atmosphériques issues de l'élimination de ces déchets. Ce dossier justifie le dimensionnement du dispositif aux quantités de déchets pyrotechniques générés par l'installation.

### 2.4.2 Surveillance environnementale

L'exploitant met en place une surveillance environnementale, un suivi par jauges, des retombées des rejets atmosphériques issus de l'élimination des déchets pyrotechniques dès la notification du présent arrêté.

Le plan de surveillance des effets susceptibles d'être générés par l'installation de destruction de déchets pyrotechniques doit être établi conformément au guide INERIS DRC - 16 - 158882 -

12366A, relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées. Avant mise en œuvre, ce plan devra être transmis à l'inspection pour validation. Ce plan porte sur un suivi régulier des retombées atmosphériques dans des jauges à raison d'une campagne d'un mois par an, portant sur les paramètres suivants :

- de poussières (notamment cuivre, silice, hydroxyde de strontium, hydroxyde de sodium, oxyde de magnésium, chlorure de sodium, chlorure de potassium) et métaux lourds (cadmium, mercure et thallium)
- de dioxines/furanes.

La campagne se fera le mois de l'année où les moyennes mensuelles des dépôts modélisés y sont les plus élevées (étude des séries temporelles modélisées au point de retombées maximum : rose des vents, pluies et stabilités annuelles locales). Les points de contrôle sont au moins trois, implantés dans les conditions suivantes :

- un point à proximité de la zone d'influence de l'aire de brûlage, sous le vent dominant sur le site (secteur nord-ouest) ;
- un point à proximité de la zone d'influence de l'aire de brûlage, à l'opposé des vents dominants sur le site (secteur sud-est) ;
- un point hors de la zone d'influence de l'aire de brûlage.

L'exploitant devra disposer des données météorologiques représentant la zone d'étude et être capable d'enregistrer en continu et avec, a minima, une résolution horaire : la direction et la force du vent, la température, la pression atmosphérique, l'humidité et la pluviométrie..

Dès réception des résultats interprétés, ceux-ci sont transmis à l'Inspection des Installations Classées, avec les commentaires de l'exploitant.

### **3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

##### **3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	point de prélèvement	Prélèvement journalier maximal en m <sup>3</sup> /j
Rivière	DOUFFINE	GR0074	Barrage	3 500

les installations de raccordement au réseau public d'alimentation en eau potable répondent aux dispositions correspondantes de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

##### **3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux**

L'installation de prélèvement, située au niveau du barrage construit sur la Douffine au droit du site, est équipée d'un dispositif de mesure totalisateur.

##### **3.1.3 Débit réservé**

L'exploitant, en sa qualité de gestionnaire du barrage construit sur la Douffine au droit du site, s'assure que le débit réservé de la rivière est respecté en sortie d'ouvrage. Ce débit ne doit pas être inférieur au 1/10ème du module qui est le débit hydrologique moyen interannuel du cours d'eau (synthèse des débits moyens annuels (QMA) du cours d'eau sur une période de référence (au moins 30 ans de mesures consécutives)).

##### **3.1.4 Retenue d'eau en amont du barrage**

L'exploitant entretient régulièrement la retenue d'eau formée en amont du barrage. Il définit le programme pluriannuel des entretiens qu'il met en œuvre pour prévenir les phénomènes de dépôt de sédiments fins, de réchauffement de l'eau, de la baisse de la quantité d'oxygène dissous dans l'eau, de la prolifération d'algues et de l'augmentation de l'évaporation de l'eau. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exécution des entretiens réalisés en application de ce programme est consigné.

En cas de curage de la retenue d'eau, la caractérisation des sédiments est effectuée pour définir la filière d'élimination adaptée. Le rejet dans la Douffine des sédiments extraits de la retenue d'eau est interdit.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le suivi de l'élimination des sédiments.

### 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### **3.2.1 Eaux pluviales non polluées**

L'exploitant met en place un système de collecte des eaux de ruissellement des toitures des nouvelles installations en vue d'analyser leur réutilisation sur le site selon les usages prévus par les dispositions de l'article 2 l'arrêté ministériel du 21 août 2008 susvisé.

#### **3.2.2 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

L'exploitant met en place un système de collecte des eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées des nouvelles installations susceptibles d'être chargées en polluants (voiries notamment). Il procède au traitement de ces eaux collectées susceptibles d'être chargées en polluants avant leur rejet dans le milieu naturel conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Ces eaux respectent les conditions suivantes :

- PH : compris entre 5,5 et 8,5
- la couleur de l'effluent ne provoque de coloration du milieu récepteur
- L'effluent ne dégage aucune odeur.

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
DBO5	100
DCO	125
MES	35
Hydrocarbures	1

### 3.3 Limitation des rejets

L'article 5.3 « rejet des eaux résiduaires industrielles » de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2003 est remplacé par :

#### **3.3.1 Caractéristiques des rejets externes**

Les eaux résiduaires industrielles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

- Point de rejet référencé : exutoire du décanteur n°215
- Température maximale : 25°C
- pH : compris entre 6 et 9
- Débit maximal journalier : 1 300 m<sup>3</sup>/j

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l) (24 h)	Flux maximal journalier (1 300 m <sup>3</sup> /j) (kg/j) (24 h)
MES	1305	35	45,5
DBO5	1313	30	39
DCO	1314	125	162,5
Azote global	1551	20	26
Sufate SO4	1338	5200	6760
Sodium Na	1375	2492	3239
Nitrates NO3	1340	50	65
Diphénylamine DPA	CAS :122-39-4	0,02	0,026

(\*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané d'une durée de 24 h.

### 3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

#### **3.4.1 Surveillance des prélèvements d'eau**

L'exploitant relève chaque jour :

- les quantités d'eau qu'il prélève dans la rivière,
- les débits de la rivière,
- le débit restitué en sortie d'ouvrage

Il consigne ces données journalières dans un registre qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant compare les débits relevés au débit réservé de la Douffine. Il adapte ses prélèvements d'eau aux débits de la rivière de manière à respecter en permanence le débit réservé.

#### **3.4.2 Contrôle des rejets**

L'exploitant réalise les contrôles suivants à l'exutoire du décanteur 215 :

Point de rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure
Exutoire décanteur bât 215	DEBIT		En continu
	MES	1305	mensuelle
	DBO5	1313	mensuelle
	DCO	1314	quotidienne
	Azote global	1551	mensuelle
	Sulfate SO4	1338	mensuelle
	Sodium Na	1375	mensuelle
	Nitrates NO3	1340	mensuelle
	Diphénylamine DPA	CAS : 122-39-4	mensuelle

### 3.5 Surveillance des effets des rejets sur la Douffine

L'exploitant procède, en plus de la surveillance prévue par les dispositions de l'article 5.7.2.2 de l'AP du 25 juillet 2003, à l'analyse des eaux de la Douffine dans les conditions suivantes :

Paramètres			Points de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE			
Sulfate	1338	Concentration (mg/l) ou conductivité (S/m)	5 points de mesure : un point en amont du rejet et 4 points en aval du rejet de l'établissement jusqu'à la limite administrative de salure des eaux de la Douffine	mensuelle
Sodium	1375			
Indice Diatomée		Selon la norme NF T 90-354	1 point de mesure en amont et 1 point de mesure en aval du point de rejet	trimestrielle

Les points de mesure sont ceux mentionnés dans l'étude d'impact complétée jointe à la demande d'autorisation du 9 février 2022 susvisée.

L'exploitant analyse les résultats qu'il transmet à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats. Il présente les enseignements qu'il en tire.

### 3.6 Dispositions spécifiques sécheresse

#### **3.6.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse**



Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément aux limites fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur.

L'exploitant met en place des dispositions d'exploitation spécifiques en cas de sécheresse permettant d'assurer la sécurité des installations et des personnels même en cas d'interruption des prélèvements d'eau. Ces dispositions sont décrites dans le système de gestion de la sécurité de l'établissement.

Il procède à des mises en situation régulières de ces dispositions.

## **4 PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **4.1 Limitation des niveaux de bruit**

#### **4.1.1 Niveaux limites de bruit**

En application de l'article 47 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, les émissions sonores de l'installation modifiée respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service des nouvelles installations puis tous les 5 ans.

## **5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Les installations nouvelles et les modes d'exploitation sont conformes aux dispositions décrites dans le dossier, notamment dans l'étude de dangers susvisée, tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel.

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2010 portant sur la gestion de la nitrocellulose (NCE) est remplacé par l'article suivant :

### **5.1. Stockages principaux de la nitrocellulose**

Un nouveau stockage de nitrocellulose humide (bâtiment 099) s'ajoute au stockage existant du bâtiment 103.

La quantité maximale de NCE susceptible d'être présente dans l'installation est de 480 tonnes, répartie selon les quantités maximales respectives suivantes :

- 220 t dans le bâtiment 103
- 260 t dans le bâtiment 099, réparties dans les 8 cellules pouvant entreposer chacune 32,5 tonnes maximales.

Les conditions de stockage de la NCE dans les 2 bâtiments de stockage respectent les dispositions suivantes :

#### **Conditionnement**

- La NCE est stockée dans son emballage de transport.
- La NCE est conditionnée sous forme de floches dans des sacs étanches qui sont fermés hermétiquement. Les emballages doivent être en bon état.
- Chaque carton porte la date de fabrication/conditionnement de la NCE.
- La durée de stockage d'un lot de NCE sur le site est limitée à 9 mois.
- Lors de la réception des palettes de NCE, l'état des cartons est contrôlé visuellement. Toute anomalie sur l'un des emballages fait l'objet d'une action corrective immédiate. Ce mode opératoire est décrit par une procédure. Cette même procédure précise les moyens organisationnels par lesquels l'exploitant s'assure du maintien dans le temps de la conformité de l'emballage transport.

#### Taux de mouillant

- La NCE entreposée sur le site en tant que matière première doit avoir un taux de mouillant (eau) de 28% (-2%/+5%).
- Tout lot ayant à réception un taux de mouillant compris entre 26 et 27 % doit être utilisé dans un délai qui n'excédera pas 2 mois.
- Dans le cas de figure où le produit livré, bien que conforme au cahier des charges, présente un taux de mouillant compris entre 26 et 26,5 %, il conviendra que l'exploitant mette en place une surveillance particulière et veille à son utilisation prioritaire.
- Chaque mois, un contrôle du taux de mouillant à réception est réalisé sur un lot choisi au hasard.
- Après 4 mois de stockage, le taux de mouillant d'un tel lot est systématiquement contrôlé.
- Une procédure décrit les modalités pratiques de réalisation de ces contrôles, en particulier de l'échantillonnage, ainsi que les actions à mener en cas de détection d'une non-conformité.

#### Qualification des fournisseurs

- Une procédure décrit les modalités de qualification d'un nouveau fournisseur et notamment les modalités de traitement du lot de NCE livré sur site, préalablement à la qualification du fournisseur (conditions de stockage, quantités, précautions spécifiques....). Les quantités ainsi livrées doivent être réduites au strict nécessaire.

Tout stockage de matériau combustible est interdit dans un périmètre de 20 m autour des bâtiments 103 et 099, à l'exception des emballages résultant de l'exploitation des ateliers d'émiettage. Ces derniers sont toutefois réduits au strict minimum.

#### 5.2. Stockages intermédiaires de la nitrocellulose

La quantité maximale de nitrocellulose humide susceptible d'être présente dans le nouvel atelier d'émiettage (bâtiment 094) est limitée à 1 tonne.

La quantité maximale de nitrocellulose susceptible d'être présente dans les bâtiments de stockage intermédiaires est donc portée à 41 tonnes, réparties ainsi :

- bâtiment 047 : 18 tonnes
- bâtiment 079 : 12 tonnes
- bâtiment 130 : 10 tonnes
- bâtiment 094 : 1 tonne

#### 5.3 Stockage de solvants

Un nouveau stockage intermédiaire de solvants (bâtiment 095), d'une capacité de 20 m<sup>3</sup>, est alimenté à partir du stockage principal de solvants (bâtiment 700).

Ce nouveau stockage respecte les dispositions suivantes :

- Arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 5.4 Stockage de la poudre noire

La poudre noire est stockée dans les bâtiments suivants : bâtiments 770-1 et 770-2 selon les conditions figurant en annexe du présent arrêté.

La préparation des commandes est réalisée dans le bâtiment 770-3 selon les conditions figurant en annexe du présent arrêté.

### 5.5. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les conditions d'accès des engins de secours aux nouvelles installations respectent les dispositions décrites suivantes :

L'exploitant veille à ne pas stationner de véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, de telle manière qu'ils pourraient gêner l'accès des engins de secours aux installations.

### 5.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

En cas de déversement accidentel ou de sinistre affectant les installations (bâtiments 091, 092, 093 094, 095, 099 et 090 : aire de stockage des déchets non dangereux en bennes), les eaux nécessaires à la gestion de l'évènement sont collectées et confinées. Le dimensionnement de la rétention est défini en application du guide D9A dans sa version de juin 2020 susvisée. Le volume de rétention est au minimum de 350 m<sup>3</sup>.

L'exploitant s'assure que ce volume est disponible en permanence.

L'exploitant dispose par ailleurs d'une nouvelle rétention (fosse de décantation) d'un volume de 12 m<sup>3</sup> associée au traitement des eaux de lavage des nouvelles installations.

### 5.7 Mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques décrites dans le dossier de demande d'autorisation environnementale du 9 février 2022 susvisés sont gérées par le système de gestion de la sécurité de l'établissement. Les principales mesures de maîtrise des risques sont mentionnées à l'annexe du présent arrêté.

### 5.8 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

#### **5.8.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Pour les nouvelles installations, les moyens existants sont complétés par les moyens suivants :

- 2 nouveaux poteaux incendie protégés des effets thermiques, toxiques ou/et de surpression susceptibles d'être à l'origine d'effets irréversibles en cas d'incendie;
- un extincteur P50;
- une réserve d'émulseur de 1 000 l ;
- un canon à mousse;
- une pompe supplémentaire pour réguler le débit d'eau de la réserve de 100 m<sup>3</sup> située au bâtiment 738;

La capacité théorique maximale de 480 m<sup>3</sup>/h fixée par le SDIS au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie est respectée.

#### **5.8.2 Organisation**

L'exploitant met à jour son Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers susvisée au plus tard dans les six mois qui suivent la signature du présent arrêté.

## **6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### 6.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant dispose d'un nouveau stockage temporaire des déchets non dangereux (bâtiment 090), aire de 1 000 m<sup>2</sup> sur laquelle sont entreposées 8 bennes de 30 m<sup>3</sup>.

## 6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets dangereux générés par le fonctionnement normal des installations sont recensés dans l'étude d'impact jointe à la demande

Type de déchets	Quantités générées en fonctionnement normal
Déchets dangereux non pyrotechniques	10 t/an
Déchets dangereux pyrotechniques	100 t/an

## 7 SITES ET SOLS POLLUÉS

### 7.1 Plan de gestion et bilan

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans les 3 mois qui suivent la fin des travaux de terrassement et d'aménagements des futures installations, le plan de gestion qu'il a mis en œuvre pour gérer les sites et sols pollués. Il joint un bilan qui recense les volumes de terres excavées, leur caractéristiques et leurs traitements.

### 7.2 Déclaration

L'exploitant procède à la déclaration des données au registre national des terres excavées et sédiments conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 susvisé.

## 8 TRANSMISSION DES DONNÉES DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS

Les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées aux articles (Eau/AIR) du présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée selon une fréquence mensuelle.

## 9 DISPOSITIONS FINALES

### 9.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### 9.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes:

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;  
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :  
a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;  
b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.  
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### 9.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

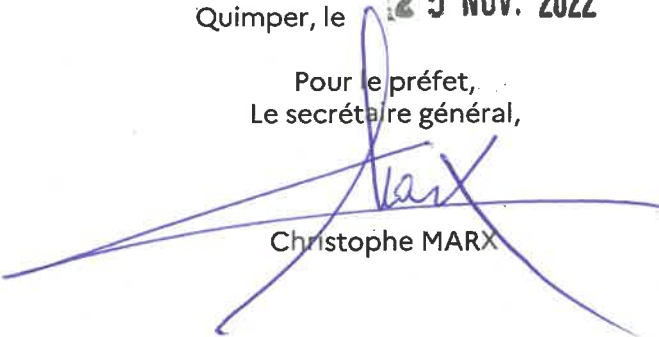
- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;  
2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;  
3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : ;  
4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

### 9.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le directeur de la société NOBELSPORT sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Pont-De-Buis-Lès-Quimerc'h.

Quimper, le 25 NOV. 2022

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

  
Christophe MARX

#### Destinataires :

Sous-préfecture de Chateaulin,  
Mairie de Pont-De-Buis-Les-Quimerc'h,  
Mairie de Lopérec, Port-Launay, Saint-Ségal  
M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Finistère,  
M. le chef de l'UD 29 de la DREAL,  
M. le directeur de la société Nobelsport.